



LE PRINTEMPS DES LUTTES...

Il ne se décrète pas. Il se construit !

C'est une nécessité pour nous défendre !



Faire converger les luttes pour le retrait du « pacte de responsabilité ».

Ces dernières semaines, le mouvement a connu une progression importante avec les manifestations du 18 mars. Les prétextes sur les créations d'emploi et la nécessité d'obtempérer à l'UE commencent à tomber. **La comédie du « dialogue social » et la collaboration de la CFDT sont démasqués.**

Valls décide d'accélérer l'adoption des mesures du pacte, de gonfler encore les cadeaux au patronat : « crédit d'impôt compétitivité », exonérations de cotisations sociales, baisse d'impôt. Le prétexte de la « baisse des déficits publics » tombe d'autant plus. **Le pouvoir espère passer en force avant que les conséquences du pacte sur le pouvoir d'achat, la protection sociale ne soient trop sensibles.** Dans la continuité de la lutte contre les hausses de TVA, dénonçons et combattons le démantèlement de l'offre de soins et de l'hôpital publics, la remise en cause des allocations familiales, l'explosion des tarifs des services publics ! Voilà la contrepartie réelle du pacte de solidarité !

Les journées d'action déjà programmées des fonctionnaires contre l'austérité le 15 mai, des cheminots contre la « réforme ferroviaire » le 22 mai seront des étapes importantes dans la convergence des luttes. **Le 1^{er} mai peut et doit être une grande journée de mobilisation générale contre le « pacte de responsabilité ».**

Une force considérable existe dans notre pays pour dire NON. La question, c'est de savoir comment.

Nous étions des millions à manifester pour défendre la retraite à 60 ans contre Sarkozy, avec le soutien de 80% de l'opinion. L'élection de Hollande, les illusions semées sur le « changement » avec lui, ont amené l'aggravation de la politique de casse sociale et économique.

Salariés, retraités, jeunes, paysans, notre force de résistance existe toujours pour gagner une rupture avec cette politique commanditée par le patronat et les capitalistes, organisée par l'Union européenne et les gouvernements nationaux.

Les dernières élections municipales ont montré l'absence d'alternative politique institutionnelle aujourd'hui. La sanction du gouvernement de « gauche » s'est exprimée par l'abstention. La droite a été gagnante par défaut. Elle a du mal à cacher son soutien à la politique du pouvoir en place. Le système a réussi à mettre l'extrême droite en avant pour mieux détourner des luttes sociales, la colère des travailleurs, et le rejet de classe, ouvrier, de l'Union européenne.

Dans cette situation, Hollande et le Medef peuvent précipiter leur politique avec Valls. Une course de vitesse est engagée contre le mouvement social. Les coups sont très durs pour nos salaires, le pouvoir d'achat, nos services publics. Valls a précisé le contenu du « pacte de responsabilité ».

Soyons simples : 50 milliards d'euros pris aux travailleurs pour les donner aux capitalistes, sous forme de « crédit d'impôt compétitivité » ou de déduction de charges et d'impôts. 10 milliards sont prélevés sur la santé et l'hôpital public pour livrer au profit privé des pans entiers de l'offre de soins, pour vider les poches des patients qui pourront encore payer. 11 milliards sont enlevés aux collectivités locales, juste après les municipales : Le gouvernement veut accélérer le démantèlement de la démocratie locale, constituer de « grandes régions européennes », soumises aux intérêts financiers. Le reste est pris sur les dépenses publiques et sociales de l'Etat, sur les allocations familiales, sur les retraités.

Avec la « réforme ferroviaire », cachée aux Français, le pouvoir programme la déstructuration d'un service public essentiel (voir ci-contre). Le vote au Parlement doit avoir lieu... en août ! La Poste, l'école, EDF : tous les services publics sont dans le collimateur.

Le pouvoir fait maintenant semblant de se rendre compte qu'Alstom (les centrales électriques, les TGV etc.) est convoité par des prédateurs capitalistes basés aux USA ou en Allemagne. Sarkozy, avec sa pseudo « nationalisation » de 2004, « temporaire », concoctée avec Bruxelles, avait renfloué les actionnaires, les banques, pour mieux commencer à démanteler la cohérence du groupe industriel. Hollande finit le travail de casse. Non !

Depuis 2 ans, avec Montebourg, ils ont aidé à fermer des usines de Peugeot-Citroën, à mettre 700 millions d'euros d'argent public pour aider les capitalistes chinois de Dong Feng à rentrer dans le capital de PSA. Les sidérurgistes de Florange sont sur le carreau pendant que le milliardaire Mittal se pavane dans les ministères.

La liste des mauvais coups est trop longue. On ne peut pas tout dénoncer, tout démonter dans un seul tract. **La force populaire pour résister, nourrie de la colère, n'en est pas moins vraie. Les gouvernants le savent. Avec leurs valets, ils s'efforcent de la dévier de la seule alternative : les luttes, la lutte de classe !**

Fidèle à lui-même, le PS a plusieurs fers au feu. Valls fait le méchant. Il a tout pour cela. Sa mission, à durée déterminée, consiste, à faire passer les contre-réformes les plus graves. Pendant ce temps, une équipe de « gauche », de rechange, se met sur les

.../...

Faire capoter la « réforme ferroviaire », c'est possible !

La « réforme ferroviaire » est un projet de loi d'une extrême gravité. Il prépare l'éclatement de la SNCF et la casse du statut des cheminots.

C'est l'étape nécessaire pour poursuivre et finaliser le processus de marchandisation et de privatisation du rail dont des conséquences se font déjà durement sentir sur les salariés, les usagers, les territoires. Les journées d'action ont été très fortes en juin et en décembre derniers. Le pouvoir redoute la résistance des cheminots. Le spectre des luttes victorieuses de novembre/décembre 1995 le hante toujours.

L'un des objectifs de la « réforme » est aussi d'abattre la « locomotive » du mouvement social que représentent les cheminots dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Pour faire passer la réforme, le gouvernement choisit d'en minimiser l'objet. Pas un mot dans le discours de Valls. L'examen du projet de loi est reporté au cœur de l'été... Pendant ce temps, avec l'aide des syndicats de collaboration, la direction s'efforce de diviser les cheminots, d'instaurer des négociations sur des protections catégorielles, temporaires et illusoire devant la perspective de privatisation. Le pouvoir s'appuie au maximum sur l'Union européenne et ses directives de mise en concurrence. Tout se passerait à Bruxelles et il faudrait s'en accommoder plus ou moins mal. NON ! La résistance à la casse des services publics en Europe se joue dans chaque pays !

Le 22 mai, la journée de grève des cheminots peut amorcer un mouvement large et déterminé. Communistes, nous contribuons à le préparer, à faire converger les luttes de tout le service public, la défense des intérêts des usagers derrière cette lutte pour mettre un point d'arrêt à la privatisation de la SNCF.

rangs. Mais faire passer Martine Aubry pour une gauchiste, Hamon Montebourg ou Duflot pour des « anticapitalistes », c'est difficile. Aucune perspective n'est imaginable provenant de re-composition politique avec ces politiciens. L'indocilité de certains députés PS n'est là que pour occuper l'espace à gauche, renvoyer tout aux élections de 2017, quand Hollande aura déjà commis le pire, avec une équipe de remplacement, estampillée « gauche ». **Communistes, nous ne rentrons pas dans ce jeu.**

Des organisations, notamment syndicales, la CFDT, antenne française de la Confédération européenne des syndicats (CES), accompagnent la politique du pouvoir, prétendent que l'on pourrait négocier des « contreparties » aux milliards d'euros donnés au patronat. Ces collabos, leur « dialogue social » sont démasqués. Il faudrait mieux cibler les aides publiques au patronat, la casse du financement de la sécurité sociale? Elles rentrent directement dans les profits capitalistes !

A quelques semaines des élections européennes, voilà que l'on nous rejoue l'hymne de « l'Europe sociale ». L'Union européenne, avec son instrument, l'euro et sa banque, la BCE, massacrent les peuples et leurs acquis sociaux et démocratiques les uns après les autres. Le rejet populaire des traités et directives de Bruxelles est massif. **En France, nous avons voté NON, en 2005, à la constitution européenne et au traité de Lisbonne.** L'idéologie dominante voudrait disqualifier le rejet de l'UE du capital en l'associant au racisme du FN, cultiver l'**alibi démocratique que constituent le Parlement bidon de Strasbourg et les élections européennes.** Communistes, nous ne rentrons pas dans ce jeu et ces dangereuses illusions !

Fidèle à l'opposition historique de notre parti, le PCF, à l'Union européenne, nous mettons en avant la **nécessité de la rupture avec l'application des traités et directives européens, de la remise en cause de l'intégration européenne,** de la « politique agricole commune », de l'euro. **L'UE DU CAPITAL N'EST PAS REFORMABLE !**

Face au dépècement de l'industrie en France, nous portons l'exigence de **vraies nationalisations de la sidérurgie, de l'automobile, des industries des transports et de l'énergie,** dans une cohérence (Alstom, Areva, EDF, SNCF, RATP) répondant aux besoins du pays, des banques et du grand commerce.

Nous défendons sans concession le financement de la Sécurité sociale par la cotisation patronale, part socialisée du salaire. Le rassemblement pour le retrait du Pacte de responsabilité est possible. Il passe par des revendications concrètes et immédiates (voir ci-contre), contre les hausses de TVA, pour le maintien des allocations familiales, contre la casse de l'hôpital public etc.

Nous mobilisons pour la défense des services publics, la **solidarité et le soutien avec le mouvement des fonctionnaires contre l'austérité, celui des cheminots contre l'éclatement de la SNCF.** Ils portent l'intérêt de tous les travailleurs.

Le 15 mai, c'est la journée d'action et de grève dans les fonctions publiques, école, hôpitaux, communes... Le 22 mai, les cheminots passent à l'action contre la « réforme ferroviaire ». Le 3 juin, la CGT appellent les retraités à manifester. A la Redoute, à Alstom, à La Poste, dans les grands commerces, des luttes se développent.

Communistes, nous mettons toute notre énergie pour qu'un « printemps de luttes » commence à faire échec à la politique du pouvoir !

Notre problème, ce ne sont pas les « coûts » pour les patrons, « du travail » ou « du capital », c'est combattre l'exploitation capitaliste, leur recherche du taux de profit maximal, leur pouvoir sur l'économie!

Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....
Adresse:.....
Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, 01 48 28 60 05
pcfparis15@orange.fr;

